

ABOLIR LA FAIM DANS LE MONDE « MAINTENANT »

L'origine de la faim dans le monde n'est pas liée à un manque de nourriture. Condorcet, contrairement à Malthus, croyait que l'ingéniosité humaine serait capable de satisfaire les besoins alimentaires d'une population croissante et que l'humanité ne serait plus soumise au cycle infernal des famines. Il avait raison. Personne n'imaginait alors que notre planète serait capable de satisfaire aujourd'hui les besoins de près de 6,8 milliards d'êtres humains.

Un milliard de personnes souffre encore de la faim à cause de politiques mal adaptées. Les régions du monde où sévit la malnutrition se superposent à celles où règnent des conflits et où les Etats sont défailants. Les changements climatiques aggravent la vulnérabilité des petits agriculteurs. Alors que les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes, leur impact économique, social et environnemental se révèle de plus en plus important. Au-delà des actions d'urgence, essentielles pour porter secours aux victimes, la sécurité alimentaire exige des réformes de long terme, à la fois profondes et globales. Elles touchent aussi bien à la production, la distribution, les prix des denrées, la recherche et le développement.

L'augmentation des prix des denrées est souvent brutale et non prévisible. Les plus pauvres n'ont en général ni les capacités d'organisation ni les moyens financiers d'anticiper la variabilité des prix. La mise en place, au niveau international, de mécanismes de stabilisation des prix des matières premières est donc cruciale. Elle passe notamment par l'établissement de stocks de céréales. Alors que la politique de subventions des pays riches à leurs propres agricultures a des effets indiscutables sur les marchés, il faut aussi développer des politiques de commerce plus équitables vis-à-vis des pays les plus pauvres.

Face aux nouveaux enjeux du changement climatique, la recherche agronomique mérite d'être considérée comme un bien public mondial. Ses bénéfices doivent avant tout aller à qui produisent les denrées. Il faut davantage de recherche au Sud pour soutenir la petite agriculture au Sud. De nouvelles règles de régulation doivent être instaurées pour faire émerger, au côté des grandes entreprises agro alimentaires, des entreprises locales capables de produire des génériques et des semences pour le marché local.

La connaissance et son partage sont aussi déterminants pour lutter contre la faim. Dans le monde entier, des agriculteurs, des entrepreneurs inventent de nouvelles pratiques agricoles, créent de nouveaux savoirs qui permettent de sortir de la pauvreté. Pourtant ces savoirs sont loin d'être tous transmis et diffusés. Le système d'intensification de la culture du riz mis en pratique à Madagascar et qui permet de doubler la production, pourrait ainsi s'implanter en Afrique. Encore faut-il que cette pratique soit connue. Il faut encourager la création de plates-formes numériques d'échanges des bonnes pratiques.

La bataille contre la faim se gagnera si les pertes de nourriture tout au long de la chaîne de production et de distribution sont réduites au maximum. Il faut donc améliorer les moyens de stockage, de conservation, et de transport. L'agriculture vivrière des pays les plus pauvres doit être réhabilitée et devenir complémentaire et prioritaire d'une agriculture d'exportation.

L'amélioration de la productivité des petites exploitations familiales, seule solution durable pour sortir de la pauvreté des centaines de millions d'agriculteurs, passe enfin par un changement des politiques agricoles menées par de nombreux pays.

L'éradication de la faim n'est pas une utopie. Des solutions existent. A la veille du G20 agricole, c'est plus que jamais une cause d'intérêt universel. L'agriculture africaine doit redevenir une priorité de l'aide internationale.

Ismail Serageldin
Professeur Collège de France Titulaire
Chaire Savoirs contre pauvreté-AFD
Directeur Bibliothèque d'Alexandrie, Egypte

Dov Zerah
Directeur Général
Agence Française de Développement